



## L'accord du 31 décembre 2016 et les défis de la nouvelle transition congolaise

Christian LWANZO MUMBERE<sup>1</sup>

### Résumé

*La RDC est en crise. C'est une évidence. Et les nominations controversées du Premier ministre Bruno Tshibala et de Joseph Olenghankoy comme président du CNSA (Conseil National de Suivi de l'Accord du 31 décembre 2016), ont plutôt ravivé les tensions. Les protestations tant au niveau national qu'international n'y ont rien changé. Le pouvoir de Kinshasa a son « accord » et son « arrangement particulier du Palais du peuple » qu'il force de mettre en œuvre. Pour autant, la crise congolaise perdure et s'accroît chaque jour qui passe. Ainsi, est-il que le politique congolais tente d'affronter l'exception en vue de matérialiser le compromis politique pour un atterrissage en douceur. Au-delà d'une formulation proche d'un envoûtement débridé qui rend parfois obscure la conception d'une gestion de crise, pourtant ouvertement héritée de la volonté de ne pas normaliser le processus électoral, demeure un fossé entre ce que veut le peuple et ce que fait la classe politique. Cela étant, la République Démocratique du Congo se trouve à la croisée des chemins : la constitution et l'accord politique, deux textes devant régir les institutions de la République. Il faut alors comprendre que cela augure un régime d'exception, recourant à un compromis politique.*

### Abstract

*The DRC is in crisis. It is evident. And the controversial nomination of Prime Minister Bruno Tshibala and Joseph Olenghankoy as president of CNSA (A National Council of follow-up of the Agreement of 31 December 2016), has rather revived the tensions. The protestations at the national as well as the international level did not change anything. The power of Kinshasa has its "agreement" and its particular arrangement of the Parliament that it forces to execute. Yet, the Congolese crisis resists and it is accentuated each day. Thus, it is said that the Congolese politics tends to affront the exception in order to materialize the political compromise for a soft landing. Over a near formulation of an unbridled attraction which sometimes renders obscure the conception of a crisis management, yet openly inherited from the will of not normalizing the electoral process, stays a ditch between what people like and what the political class does. So, the Democratic Republic of Congo is found at the junction of ways: the constitution and the political agreement, two texts that would regulate the institutions of the Republic. It is then better to understand that forecast a regime of exception, referring to a political compromise.*

### 1. Introduction

Dans le sillage de la quête d'issue, le dualisme quasi-dichotomique entre le respect de la constitution et le recours effréné à l'accord du 31 décembre 2016 semble cautionner souvent un marché des dupes, source des crises récurrentes ou bien encore perdurables et d'un dysfonctionnement institutionnel qui ne dit pas son nom. Sans se limiter au débat sur base d'une difficile cohabitation entre

---

<sup>1</sup> Christian Mumbere Lwanzo est Assistant en Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université Catholique du Graben (UCG) de Butembo.

constitution et accord politique issu des discussions, il serait impérieux de réhabiliter sans complaisance le pouvoir de la CENI en tant que pilier dans la dévolution du pouvoir, le cas échéant.

En tant que dynamique toujours en construction, à l'instar de la participation qu'analyse Kakule Matumo (2016), le compromis politique prend aussi une configuration rhizomique. Dans sa sémantique et dans son applicabilité, il a un caractère trifacial et une composition triadique. Il conjugue itérativement, trois figures alliant réflexion, décision et opération ainsi que trois actions consubstantielles de « prendre part », d' « apporter une part » et de « recevoir une part ». Sa double synergie trilogique articule l'individu au collectif, la personne à sa famille ou communauté politique, le privé au commun. Il engage la mutualisation des forces, des talents, des ressources et des risques.

Ainsi, est-il que le politique congolais tente d'affronter l'exception en vue de matérialiser le compromis politique pour un atterrissage à douceur. Au-delà d'une formulation au lyrisme débridé (Donegani et Sadouin, 2012 : 73), qui rend parfois obscure la conception d'une gestion de crise, pourtant ouvertement héritée de la volonté de ne pas normaliser le processus électoral, demeure un fossé entre ce que veut le peuple et ce que fait la classe politique. Tout ce qui, concrètement, formait ou constituait le socle de la cohésion nationale issue du dialogue inter congolais de Sun City a été mis en moule par les accords politiques du 18 octobre 2016 et du 31 décembre 2016. Ces accords ont cautionné, si pas une cohabitation des deux textes légaux, au moins, la mise entre parenthèse de certaines dispositions constitutionnelles pourtant essentielles pour la bonne marche des institutions de l'Etat. Cela étant, la République Démocratique du Congo se trouve à la croisée des chemins : la constitution et l'accord politique, deux textes devant régir les institutions de la République. Il faut alors comprendre que cela augure un régime d'exception, recourant à un compromis politique.

Réfléchir sur un processus politique en cours est une chose malaisée. Lorsqu'il s'agit de l'accord du 31 décembre 2016 dit de la « Saint Sylvestre », la tâche est encore plus téméraire. En effet, toute réflexion scientifique sur un processus inachevé ne pourra déboucher que sur une expérience périlleuse et trop osée. Ne faudrait-il pas attendre l'application effective de l'Accord ? C'est une des difficultés de l'histoire immédiate qui risque de nous amener à spéculer et à étudier l'Accord par rapport à lui-même. Toutefois, étudier l'histoire alors que les faits sont très récents n'est pas une question scandaleuse. Le politologue doit désormais agir sur le sens de l'histoire par ses analyses et ses réflexions. Il doit être différent d'un simple commentateur et justificateur d'un passé mou (Mwaka Bwenge, 2002 : 17-18). Il est question ici d'éclairer le sens des faits et gestes des gouvernants pour les aider à se mirer et permettre à la population et aux observateurs intéressés par la République Démocratique du Congo à décrypter le sens de son histoire qui paraît à première vue irrationnelle.

Il s'agira d'analyser les tenants d'un Accord, mais aussi ses aboutissants. Ceci veut dire que les spécialistes, les observateurs des questions politiques congolaises peuvent, sans risque de se tromper, faire des études prospectives, anticiper sur les évolutions futures des processus politiques. Les chercheurs peuvent même deviner ce que cachent les coulisses de la politique congolaise puisque les acteurs politiques congolais ont l'habitude de proclamer tout haut même les objectifs les plus confidentiels d'une négociation comme celle induite par les pourparlers du Centre Interdiocésain de Kinshasa au mois de décembre 2016.

Cela étant, à la lumière de l'histoire politique passée et récente de la République Démocratique du Congo, je vais m'essayer à débattre de l'actualité et en filigrane, à anticiper sur le futur de l'Accord de la Saint Sylvestre.

Notre propos gravitera autour de quatre principaux points. Nous examinerons les contours et enjeux de l'Accord, l'aspiration au changement par le peuple, les défis politiques et en dernier lieu, en guise de conclusion, nous énoncerons l'hypothèse de l'an-étatisme (Mwaka Bwenge, 2002 : 18), à ne pas opposer à la désétatisation que nous voulons plus essayiste que définitivement élaboré.

## **2. Contours et enjeux de l'Accord de la Saint Sylvestre : La stratégie du naufragé**

Ayant perdu toute légitimité, la Majorité Présidentielle a cherché par tous les moyens à prolonger le bail de son autorité morale à la tête de l'État. Le dialogue de la cité de l'Union africaine, suivi de celui parrainé par la CENCO s'inscrivaient dans ce sens. Malheureusement, dans ces deux forums, la Majorité Présidentielle n'a pas pu obtenir de garanties nécessaires pour protéger son autorité morale. La menace du 19 décembre 2016 ayant été dissipée, la famille politique du Chef de l'Etat tente de récupérer du poil de la bête. Pour y parvenir, elle a opté pour l'émiettement de la vraie opposition. Ce qui explique le débauchage à grande échelle qui s'observe depuis.

Par ailleurs, la multiplication d'institutions ad hoc découle sans doute en partie de la faiblesse des institutions de la république et de leur noyautage par les clients du président qui encouragent le déplacement de certains grands débats publics vers des plateformes circonstancielles comme le Forum sur la décentralisation, les Concertations Nationales de septembre 2013, le fameux dialogue de la Cité de l'OUA et les pourparlers du Centre Interdiocésain de Kinshasa. En ce qui concerne la multiplication de règles contradictoires, elle provient en partie de la stratégie d'atermoisement précitée, mais aussi de la faible capacité de synchronisation de l'Etat dans ses diverses incarnations.

Les acteurs politiques congolais se consacrent donc largement à des transactions dont les résultats ont peu de valeurs et qui préparent le terrain pour d'autres transactions. L'instabilité intrinsèque de ce système congolais est contraire aux notions conventionnelles de bonne gouvernance. En situation post-crise ou post-conflit et dans les Etats fragiles, les élections à des échéances convenues ont souvent pour principal objet de combler le déficit de légitimité de l'arène politique, laquelle a perdu une part importante de sa crédibilité auprès des citoyens. D'où la nécessité d'un changement auquel aspire le peuple congolais.

### 3. Vers l'aspiration au changement

Vers cet avenir incertain, aux contours flous, où les acteurs politiques restent peu contrôlables, une certitude demeure. Les principes démocratiques, articulés autour de la lutte pour l'alternance politique et la défense de la Constitution, qui ont fondé les dynamiques sociopolitiques autour du Rassemblement, n'ont pas disparu. La population, qui s'est approprié ce processus et ses valeurs, veille au grain. « L'aspiration au changement restera constante même si on peut s'attendre à des phases de flottement »

Dans ce contexte, la marge de manœuvre de Monsieur le Président Kabila n'est pas aussi importante qu'on pourrait le croire, ni celle du Rassemblement, car les lignes bougent en permanence et la véritable opposition n'est plus incarnée par les partis politiques mais par une jeunesse dont le mécontentement et les aspirations au changement, à la protection de la patrie sont immenses. Reste à savoir quelle force ou quelle fédération de forces sera capable de récupérer ses revendications et d'arriver à asseoir l'alternance politique.

Parlons un peu du patriotisme en vogue dans la dynamique de la recherche d'une issue à la congolaise. Du point de vue étymologique, le mot « patriotisme » vient du mot **patrie**, du latin *pater*, père. La **patrie** est comprise comme la **terre des ancêtres**, le **pays d'où l'on est originaire** et qui **nous est cher**, la nation<sup>2</sup> ou la communauté<sup>3</sup> politique à laquelle on appartient. Plus précisément, c'est le pays dont on se sent étroitement et affectivement lié par l'histoire, la langue, la culture<sup>4</sup>, les traditions, les habitudes de vie. Le patriotisme est un sentiment partagé d'appartenance à un même pays et c'est aussi le sentiment qui en renforce l'unité sur la base de valeurs communes (Nay, 1998 : 389). Il conduit à ressentir de l'amour et de la fierté pour sa patrie. Le patriote est prêt à se dévouer ou à se battre pour elle afin d'en défendre les intérêts. Pour le soldat, le patriotisme est le sens moral qui le pousse à combattre pour défendre son pays, plutôt qu'à céder aux attaques de l'ennemi.

---

<sup>2</sup><http://www.toupie.org/Dictionnaire/Nation.htm>

<sup>3</sup><http://www.toupie.org/Dictionnaire/Communauté.htm>

<sup>4</sup><http://www.toupie.org/Dictionnaire/Culture.htm>

En effet, dans l'entendement d'Olivier Nay (1998 : 389-390), le patriotisme est un sentiment d'appartenance à une communauté politique, la patrie, qui correspond historiquement le plus souvent à la nation. Il est évoqué notamment lors des périodes d'intense unité nationale, comme a pu l'être le début de la guerre de 1914-1918. Par extension, dit-il, le patriotisme désigne toutes les formes d'attachement à une communauté qui peuvent être à l'origine de revendications spécifiques et/ou de mécanismes de défense.

Dans le contexte actuel de la globalisation des marchés, on parle parfois de *patriotisme économique* pour désigner l'importance primordiale qu'accordent certains acteurs publics ou privés aux agents ou aux produits développés sur le territoire national. Il s'agit donc d'un comportement des consommateurs, des entreprises et des pouvoirs publics qui cherchent à favoriser les biens et services produits dans leur pays. Le patriotisme économique est basé sur la légitime défense économique. Une de ses manifestations récentes est le protectionnisme financier face à des multinationales étrangères voulant acquérir des entreprises considérées comme "stratégiques" pour l'économie du pays.

Une autre déclinaison récente de la notion, celle de *patriotisme constitutionnel*, est développée par Jürgen Habermas, philosophe allemand (Nay, 1998 : 390). Il l'emploie tout d'abord pour caractériser les dynamiques de refondation de l'identité allemande après le nazisme, afin de montrer que les liens sociaux et politiques sont articulés sur les institutions et les règles de l'Etat de droit et de la démocratie représentative. Le philosophe allemand estime que le patriotisme constitutionnel pourrait constituer le fondement ou le ciment d'une communauté en devenir, des pays en guerre, en nourrissant chez les populations d'autres sentiments d'appartenance que l'identité nationale. Le patriotisme a, pour ainsi dire, trouvé sa consécration pendant la Révolution avec l'idée de nation souveraine lorsqu'elle était menacée par les coalitions étrangères : « La patrie en danger ». Dès lors, le mot patriote est resté longtemps synonyme de révolutionnaire.

Cependant, il existe une forme excessive voire agressive du patriotisme appelée le *chauvinisme*<sup>5</sup>. L'adjectif "chauvin" est utilisé, le plus souvent avec un sens péjoratif pour qualifier des personnes faisant preuve<sup>6</sup> d'un **patriotisme étroit, belliqueux, voire fanatique ou Xénophobe**<sup>7</sup> qui dénigre systématiquement tout ce qui est étranger. Le chauvinisme s'exprime par une admiration inconditionnelle et

---

<sup>5</sup> Le mot "chauvin" a pour origine le nom de famille de **Nicolas Chauvin**, soldat de la Révolution française puis de la Grande Armée de Napoléon Ier. Son enthousiasme et son patriotisme naïf furent ridiculisés dans des pièces de théâtre, comme la comédie "*La cocarde tricolore*" des frères Cogniard.

<sup>6</sup><http://www.toupie.org/Dictionnaire/Nation.htm>.

<sup>7</sup><http://www.toupie.org/Dictionnaire/Xénophobe.htm>.

exclusive pour ce qui est national. Le nationalisme est une idéologie politique. De ce fait, Olivier Nay nous fait savoir que le patriotisme ne se confond pas avec le nationalisme, dans la mesure où il ne constitue pas une doctrine particulière et ne comporte pas en soi de principes d'expansion ou d'exclusion des autres groupes ou communautés.

#### **4. Les défis politiques face aux multiples menaces**

Le Rassemblement de l'obédience de Joseph Olengangoy devrait relever deux grands défis que sont l'organisation des élections d'ici décembre 2017 et l'amélioration des conditions de vie. Un pari difficile à tenir pour des raisons financières et politiques. Le budget 2017 s'élevait alors à 4,5 milliards de dollars, soit la moitié de celui de 2016<sup>8</sup>. Autant dire que le gouvernement devait des difficultés à mener à bien ses missions et devra compter sur l'aide extérieure pour financer les opérations électorales. En outre, il ne pourrait guère compter sur la majorité présidentielle pour appliquer l'accord dans les temps impartis. Il ne saurait compter, en l'occurrence, sur Bruno Tshibala, le Premier ministre d'alors, qui n'avait pas signé l'arrangement particulier au palais du peuple, alors qu'il était la deuxième personnalité parmi les délégués du Rassemblement aux pourparlers du Centre interdiocésain.

Même au sein de l'opposition, les divergences sont également de nature à ralentir le processus. Alors que la Primature revient au Rassemblement, le choix du Premier ministre et la répartition des postes ministériels ont fait l'objet d'âpres discussions. Ce qui fait dire aux Congolais que, « *comme d'habitude, les politiques privilégient leur intérêt personnel au détriment de celui de la population* ». Il y a également les multiples recettes destinées à déstabiliser le pays et, par conséquent, à retarder le processus électoral, retard dont profiteraient les experts en anti-alternance politique. On note la triste aventure des Kamwena Sapu dans les Kasai et l'insécurité dans les territoires de Lubero et de Beni causée par les Mai-Mai, forces armées parfois mal identifiées.

La situation actuelle nous livre en spectacle le malheur des autres, le spectacle de la nature assassinée par la pollution de l'air, celui des massacres sans merci à la machette, celui des femmes éventrées impitoyablement, celui des hommes égorgés, séchés ou brûlés le long de la route et d'autres mitraillés, une multitude d'êtres humains sans abris aux frontières, etc. Les violences sexuelles s'enregistrent quotidiennement. L'homme est devenu étranger dans son propre pays. Il est soumis jour après jour au déplacement forcé à destination inconnue. Nous pensons spécialement à la violence armée que subissent plusieurs coins de la République Démocratique du Congo. A l'origine de ce carnage se trouve l'absence de sécurité

---

<sup>8</sup> Cf Loi des finances pour l'année 2017 en RDC.

qu'est l'insécurité qui empêche le développement intégral de l'être humain, tous azimuts.

En effet, le Pape Paul VI (1978 [1997] : n°6) l'avait déjà pressenti. Écoutons-le :

*« Etre affranchis de la misère, trouver plus sûrement leur subsistance, la santé, un emploi stable ; participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'hommes ; être plus instruits ; en un mot, faire, connaître, et avoir plus, pour être plus : telle est l'aspiration des hommes d'aujourd'hui, alors qu'un grand nombre d'entre eux sont condamnés à vivre dans des conditions qui rendent illusoire ce désir légitime ».*

Pour un État démocratique, la politique de sécurité constitue un élément central capable d'établir un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles entre, d'une part, les détenteurs institutionnels des pouvoirs en matière de sécurité pour le compte de cet État et, d'autre part, la collectivité nationale qu'elle rassemble et leurs environnements extérieurs. Elle s'emploie aussi à concevoir et à mettre en œuvre un ensemble cohérent de dispositifs sécuritaires susceptibles d'offrir un cadre de convergences, d'harmonisations et de solidarités concrètes aux politiques de sécurité nationales.

Cela étant, toujours dans la recherche d'une issue, les négociations directes du Centre interdiocésain sont donc tombées à pic dans la mesure où elles ont démarré le 8 décembre 2016, soit douze jours avant la date fatidique du 19 décembre. Une journée de soulèvement populaire réclamant le départ du Président Kabila, cela avait réprimé par les agents de l'ordre. Après 22 jours de discussions, sous la médiation de la CENCO, la Majorité Présidentielle et le Rassemblement auxquels s'étaient jointes l'Opposition et la Société civile ayant pris part au dialogue de la Cité de l'Union Africaine ont convenu de la gestion consensuelle de cette période de transition.

Parmi les grandes options levées par les signataires, l'on retient que le Président Joseph Kabila reste en fonction jusqu'à l'installation de son successeur ; le Rassemblement présente le Premier Ministre qui sera nommé par le Président de la République ; le Conseil National de Suivi de l'Accord sera présidé par le Président du Conseil des Sages du Rassemblement ; la présidentielle et les législatives nationales et provinciales sont prévues en décembre 2017. Les arrangements n'iront malheureusement pas comme convenus et cela est à noter dans ce cas-ci : la Majorité Présidentielle, se servant des complicités d'une opposition acquise à sa cause, est en train de dévoiler ses vraies intentions. C'est de manière délibérée qu'elle a bloqué les conclusions des discussions du Centre interdiocésain. Sinon, comment peut-on se choisir soi-même ses interlocuteurs comme adversaires et prétendre trouver la solution qui devait impliquer l'opposition ?

La démarche du Président Kabila est loin d'être une recherche réelle de l'apaisement et de la concorde avec ses vrais opposants. Son message consiste à

dire : « *Vous vous alignez ou je vous écrase.* » (Nay, 1998 : 390). Dans ce contexte de défi lancé à tous, le garant de la nation vient d'engager gravement sa responsabilité dans l'aggravation du chaos dans lequel est plongé chaque jour le pays.

En lieu et place de créer des conditions pour préparer le terrain en vue de la tenue des élections, la majorité au pouvoir multiplie des signes de provocation pour bloquer le processus électoral. Depuis les concertations nationales de 2013, en passant par le dialogue de la cité de l'Unité africaine, suivi des discussions directes du Centre interdiocésain, la Majorité Présidentielle ne s'est jamais écartée de sa logique de tout bloquer pour renvoyer le plus loin possible les échéances électorales. La loi de la force ne guide désormais la majorité qui n'écoute personne, ni les partenaires au développement, ni l'Eglise, encore moins le peuple qui a appelé à une cogestion de cette période entre la majorité et la vraie opposition cristallisée dans le Rassemblement formé autour du tandem Félix Tshisekedi et Pierre Lumbi<sup>9</sup>.

En imposant la signature de l'arrangement particulier sans ses véritables adversaires politiques, pour se contenter juste des opposants qu'il s'est lui-même fabriqués, dont Roger Lumbala du M23, Joseph Olenghankoy, Lisanga Bonganga et bien d'autres, le chef de l'Etat vient de consacrer une énième violation des textes qu'il s'est engagé pourtant à défendre. En même temps, il a nargué le Conseil de Sécurité en jetant à la poubelle la résolution 2348 qui a appelé vivement à la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre 2016. La RDC n'est plus loin d'un isolement diplomatique. Tout est mis en place pour qu'on en arrive là. Ce qui n'est à l'avantage ni du pays, ni de son peuple.

La majorité au pouvoir tente donc le tout pour le tout. Et pour couvrir sa supercherie, elle s'est entourée d'opposants de « pacotille » pour compléter le décor. On ne résout pas une crise politique de l'ampleur de celle que traverse la RDC par le seul jeu de débauchage. L'histoire politique de la RDC est émaillée de faits qui ont démontré le contraire chaque fois que le pouvoir a emprunté cette voie. Mobutu l'a fait en son temps, sans jamais atteindre ses objectifs. Mungul Diaka, Kengo, Nguz, Birindwa, etc. ont été pris de l'Opposition, sans que Mobutu en tire un important dividende politique. Les mêmes erreurs produisant les mêmes effets, les stratèges de la Majorité Présidentielle qui copient curieusement Mobutu à la lettre, peuvent être sur la même voie. Cette Majorité a beau refuser de voir la réalité politique, il faut craindre que l'histoire la lui rappelle autrement.

## **5. Conclusion : Vers l'hypothèse de la désétatisation**

Réfléchir sur un processus politique en cours est une chose malaisée. Les péripéties pour juguler la crise congolaise suppose une identification sans

---

<sup>9</sup> Pitshou Mulamba, « cavalier solitaire », article consulté sur le site <http://www.lepotentielonline.com>, consulté le 28/04/2017.

complaisance de sa nature et de ses enjeux. Michel Dobry (1986 : 47-95), dans sa « *sociologie des crises politiques* », relève trois obstacles auxquels bien des chercheurs se trouvent souvent confrontés dans les études des crises politiques quels que soient les paradigmes de référence. Il s'agit de l'illusion étiologique, de l'illusion de l'histoire naturelle et de l'illusion héroïque qui « *ont trait à des décisions de méthode les plus primordiales et, souvent, les moins conscientes de celles qui s'imposent au chercheur : que doit-on au juste expliquer et en quoi doit consister l'explication lorsqu'on veut expliquer une crise politique ?* »<sup>10</sup>.

Les lectures de la crise congolaise qui ont dégagé l'Accord dit de la « Saint Sylvestre » ne semblent pas exemptes de ces remarques. En effet, certaines hypothèses avancent que « l'Etat est mort au Congo », « le Congo est un trou noir », « le Congo est victime d'un complot ourdi par la communauté internationale, notamment les Etats Unis », « le Congo est un Etat privatisé et criminalisé », etc.

Arrêtons-nous un instant sur l'hypothèse de la criminalisation et de la privatisation de l'Etat. Elle a été suffisamment vérifiée, principalement, dans la série de la revue *Politique africaine* (1999 ; n°73) ; mais aussi, entre auteurs, par des coauteurs avec Bayart (1997) et avec Hiboux (1999). La privatisation et la criminalisation sont appréhendées dans la perspective de la montée du libéralisme, de la fin du « duopole » Est-Ouest et de l'émergence d'un nouvel ordre mondial dit mondialisation. Cette grille de lecture permet de déceler les ruptures actuelles dans les modes de Gouvernement, dans la nature et les interventions de l'Etat, dans les relations entre public et privé, dans les institutions du politique, dans les relations et les nouveaux espaces du pouvoir, la gestion de la violence dite légitime au sein des Etats, etc.

Ces phénomènes sont-ils de nouveaux concepts ou de nouvelles théories ? Le moins qu'on puisse en retenir s'inscrit dans le sillage d'Achille Mbembe (1999 : 103-121). Il fait remarquer ce qui suit :

« [...] *une nouvelle forme d'organisation du pouvoir, reposant sur le contrôle des principaux moyens de la contrainte (force armée, moyens*

---

<sup>10</sup> L'illusion étiologique a trait au premier réflexe du chercheur et l'attente du public qui fait que dans une explication de la crise on a tendance à énoncer la ou les causes originelles, à faire l'étiologie. L'illusion de l' « histoire naturelle » consiste en une tentation qui consiste à voir en l'histoire l'existence de certaines régularités, l'ordonnement séquentiel de ces régularités s'offrant au chercheur comme principe de déchiffrement de la réalité là où d'autres mises en ordre des faits semblent hors de portée. Elle est à identifier dans les études comparatives dites internationales. Enfin, l'illusion héroïque procède de l'idée que les périodes des crises politiques s'opposent aux conjonctures routinières ou stables en ce qu'elles relève davantage que ces dernières d'une analyse décisionnelle, analyse privilégiant le choix et, plus généralement, l'action des individus ou des groupes. L'examen des processus de crise politique en termes de structures est disqualifié a priori au profit du ou des « héro(s) ». Ces a priori méthodologiques ainsi que les hypothèses qui en ont pour fondement, restent plus aveuglantes qu'enrichissantes dans l'explication et la compréhension des crises politiques. Les résolutions qui s'en dégagent, passent au-dessus des contradictions et problèmes réels.

*d'intimidation, empoisonnement, expropriation, tueries), naît dans le cadre des territoires qui ne relèvent plus d'une conception traditionnelle de l'Etat. Ils'agit de l'Etat dont les frontières sont plus ou moins délimitées, ou en tout cas changent en fonction des aléas militaires, et où l'exercice du droit de prélèvement, l'accaparement des approvisionnements, les tributs, les péages de tous ordres, les loyers, les tailles ; les dîmes et les exactions permettent de soutenir des bandes de guerriers, un semblant d'appareil civil et de contrainte, tout en participant aux réseaux internationaux (formels et informels) de circulation interétatique de monnaies et des richesses (ivoire, diamants, bois, minerais,...). C'est notamment le cas où le processus de privatisation de la souveraineté a été combiné à la guerre et a reposé sur un enchevêtrement inédit entre les intérêts des courtiers, traitants et négociants internationaux et ceux des ploutocrates locaux ».*

En référence aux évolutions sociopolitiques et économiques courantes en Afrique Centrale et des Grands Lacs, quelques observations qui soutiennent notre hypothèse de la désétatisation, peuvent être rappelées ci-après.

*Primo*, bien des espaces que nous qualifions de non Etat se sont structurés dans la crise actuelle de la RD Congo : églises de réveil et sectes, ONG, écuries, carrières d'or, de diamant, milices, syndicats, asbl, mouvements citoyens, mutuelles,... mus par la « *nouvelle éthique du gain facile* » (Mwaka Bwenge, 2002 : 40) et au sein desquels l'idée de l'Etat unitaire reste triomphante ; mais qui suspendent, mieux ignorent son influence dans leur organisation ; quand bien même on peut l'y observer en certaines choses. Ces espaces qui, en majorité, relèvent des métiers de la transition démocratique en RD Congo, sont à prendre ici plus dans l'acception d'état d'esprit. Et, ils sont le fait de la conjoncture socioéconomique et politique, des effets des tensions entre l'Etat et la société, de la déréglementation et de l'improductivité populaire des circuits formels dans un contexte de transnationalisation de la vie sociopolitique, économique et culturelle. Ils fustigent les insuffisances de l'Etat classique idéalisé et suggèrent de nouveaux systèmes de socialité, d'éthique, d'économie, de culture et de normes en marge des systèmes formels. Ceci fait référence à ce qu'Arsène Mwaka (Ibidem, 2002 : 40) qualifie d'émergence des « *enclaves politico-maffieuses* ».

*Secundo*, l'identitaire (linguistique, nationaliste, religieux, ethnique, ...) reste omniprésent dans les rapports sociaux et politiques au sein de la société. Les mobilisations politiques manipulent cette fibre surtout dans le contexte de conflits armés (Willame, 1997 : 35). Nationalisme, autochtonie-allochtonie, nationaux patriotes-étrangers envahisseurs, frères-voisins, ... tels sont les couples exclusifs instrumentalisés pour des objectifs autres que ceux déclarés. La crise du Congo peut être décryptée sous cet angle. Bref, éviter le primat identitaire dans les rapports sociaux et politiques.

*Tertio*, à l'échec de la démocratisation, ont succédé des conflits sanglants. Expliquées jadis dans le paradigme de la guerre froide, les violences actuelles de l'Afrique qui s'accompagnent de la rhétorique de la libération nationale et de la démocratisation, laissent émerger des formes de régimes militaristes et développent des mercenariats particuliers. Les violences montent dans la production du politique et nourrissent les crises délibérément entretenues au sein desquels s'observent l'usage des forces armées non gouvernementales et transfrontalières à la solde des individus et non des communautés nationales. Des cas comme les mai-mai Mazembe des Nande, les mai-mai Nduma défense des Hunde, les APCLS des Nyanga, des Nyatura pour les Hutu, les FDLR, rebelles rwandais, les ADF/NALU qui sont des rebelles ougandais... peuvent l'illustrer. Ces groupes armés auraient leur origine dans des tribus sans être forcément tribalistes. Ces pratiques font monter des militarismes qui exaltent la vertu des armes dans les repositionnements, les revendications, les gestions quotidiennes, les chantages politiques, les résistances et les activités politico-maffieuses. Cette situation impacte négativement et gravement le vécu quotidien des congolais qui ont encore fraîches en mémoire les conséquences de l'affaiblissement de l'Etat ayant laissé la voie libre à des voisins prédateurs qui dictent leur loi depuis deux décennies.

C'est l'occasion trouvée par des pécheurs en eaux troubles pour dédoubler le Rassemblement de l'opposition et offrir le prétexte au chef de l'Etat à chercher son Premier ministre dans le groupe qui arrange le mieux ses intérêts, l'immixtion dans le travail de la CENI,... Ce qui fut fait et a produit les conséquences que l'on déplore actuellement. Les conséquences de ces manœuvres politiciennes sont nombreuses. D'abord, la désarticulation de l'économie avec la détérioration du climat des affaires suite à la tension politique permanente qui ne peut attirer des investisseurs sérieux au pays. Faute de nouveaux investissements, ce sont des emplois qui ne seront jamais créés pour des jeunes, avec l'autre risque que les quelques emplois existant ne soient supprimés parce que de nombreux opérateurs économiques se décideraient de quitter le pays pour fuir les affres de la tension politique permanente. Ensuite, la monnaie nationale, dont la fragilité est connue de tous, n'a pas résisté à des chocs qui lui ont fait perdre sa valeur à tout bout de champ. L'histoire semble se répéter, notons qu'à la fin du règne de Mobutu, la monnaie nationale avait atteint les profondeurs des entrailles de la terre.

En définitive, la classe politique congolaise est malade de manque de culture de respect des textes qui régissent l'Etat. L'élite fait profil bas et les soi-disant éminents juristes se laissent corrompre pour préserver leurs avantages sociaux. Et du coup, l'Accord du 31 décembre 2016 risque de devenir un orphelin.

## Références bibliographiques

- BAYARD, Jean-François et alii, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1997.
- DOBRY, Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.
- DONEGANI, Jean-Marie et SADOUI, Marc, *Critiques de la démocratie*, 1ère édition, Paris, PUF, 2012.
- HIBOUX, Bernard (sous la dir. de), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999. <http://www.toupie.org/Dictionnaire.htm> .
- MBEMBE, Achille, « Du gouvernement privé indirect », dans *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 103-121.
- MWAKA Bwenge, Arsène, « Le chef de l'Etat et le premier ministre dans l'Accord de Sun City. Vers l'hypothèse de l'anétatisme », in XXX, *Le dialogue inter congolais en question. Jeu, enjeux et nouvel ordre politique*, Kinshasa, CEP, 2002.
- NAY, Olivier (Sd), *Lexique de science politique*, Paris, PUF, 1998.
- PAUL VI, *Le développement des peuples « Populorum progressio »*, Kinshasa-Limete, Médiaspaul, n°6, 1997.
- PITSHOU, Mulamba, *Cavalier solitaire*, article consulté sur le site <http://www.lepotentielonline.com> , consulté le 28/04/2017.
- REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, *Loi des finances pour l'année 2017*.
- WILLAME, Jean-Claude, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Bruxelles-Paris, Institut Africain/L'Harmattan, 1997.